



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Régine ILLAIRE, Gérard LANNELONGUE, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO, Rabii YOUSSEUS.

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Enfouissement des lignes à haute tension sur Montpellier Est - Convention de travaux avec RTE - Demande de subvention par le 1% paysage - Convention de remboursement avec la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des quartiers et des pôles d'activités de Port Marianne, du Millénaire et d'Eureka (Parc Marianne, République, Hippocrate, Odysseum, Millénaire I et II, Eurêka et Eurêka-Extension) sur les Communes de Montpellier et de Castelnau-le-Lez, il est apparu nécessaire d'étudier, dans un objectif de qualité environnementale, paysager et urbaine, la dépose et la mise en souterrain des lignes de hautes tension qui les traversent. Il s'agit des lignes à haute et très haute tensions qui surplombent actuellement l'est de Montpellier, depuis le poste de Pont Trinquat au Sud de l'A709, jusqu'au Nord vers Eurêka-Extension d'une part et le domaine de Verchant d'autre part.

Plus précisément, les lignes électriques aériennes concernées sont les suivantes :

- la ligne 225 kV Tamareau – Saumade,
- la ligne 225 kV Montpellier – Saint Christol,
- la ligne 63 kV Castelnau – Montpellier – Z Fréjorgues – Z Pastourel,
- la ligne 63 kV Fréjorgues – Montpellier – Saumade (dépose partielle d'un tronçon hors d'exploitation).

Ces enfouissements permettent de recomposer le paysage urbain et végétal de ces quartiers en finalisant leur composition dans un souci de santé publique, de cohérence urbaine et d'optimisation environnementale et paysagère.

Ainsi, l'aménagement de ces quartiers peut être envisagé sur une partie des bandes foncières jusqu'à présent contraintes par ces lignes de haute tension. Les projets d'aménagement menés par Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et leurs aménageurs, la SERM et la SA3M, ont été revus et améliorés dans la totalité de ce vaste territoire, sur le périmètre des opérations d'aménagement sus-citées, auxquelles s'ajoute les secteurs, en cours d'étude, J. Miro et sud-Hippocrate. Des études ont été menées sur chacun de ces secteurs pour déterminer les schémas d'aménagement pertinents permettant de tirer parti de l'enfouissement des lignes haute tension et d'aboutir à une meilleure qualité urbaine et paysagère.

Ainsi, la commercialisation des lots gelés du fait de la présence de ces lignes peut être envisagée, ainsi qu'une meilleure valorisation des terrains qui restaient urbanisables tout en étant contraints en termes de densité et de typologie d'activité. L'enfouissement des lignes permet donc d'aboutir à la fois à une meilleure qualité environnementale et à une amélioration des bilans des opérations d'aménagement.

Ces lignes à haute tension font partie du Réseau Public de Transport situées à l'Est de Montpellier. Aussi la société Réseau de Transport d'Electricité (RTE) est nécessairement le maître d'ouvrage de l'opération.

Une convention de réalisation et de financement, entre la Métropole et RTE, pour l'ensemble du projet d'enfouissement, a été approuvée par le Conseil de Métropole le 27 janvier 2016 et signée le 22 mars 2016. Cette convention a fixé le coût prévisionnel maximum d'opération à 18 418 240 € sauf aléas majeurs, dont 1 371 050 € d'études, et fixé la participation financière de RTE à hauteur de 16,8% (sur les études et les travaux) soit un montant maximum de 3 097 260 €. A noter que la TVA ne sera pas applicable sur ces travaux.

Cette convention a permis de mener les procédures d'autorisations administratives et les études de détails. L'Approbation du Projet d'Ouvrage (APO), autorisant l'opération, a été obtenue par arrêté du 28 août 2017.

En outre, une Déclaration d'Utilité Publique n'est pas nécessaire puisque toutes les autorisations ont été obtenues à l'amiable.

Une consultation d'entreprises menée fin 2017 ayant permis d'arrêter le coût prévisionnel de travaux, RTE propose maintenant à la Métropole de signer une convention de travaux afin d'engager l'opération. Elle fixe le coût prévisionnel de travaux, maîtrise d'œuvre inclus, à 17 022 230 €, dont 2 853 062 € de participation de RTE et 1 140 490 € d'études déjà réalisées, soit un total ramené à 18 162 720 €.

Le coût travaux à la charge de la Métropole est donc de 14 169 168 €, auquel s'ajoute la somme de 1 140 490 € d'études qu'elle a déjà réglée, soit un total net de 15 309 658 €. A cette somme il convient d'ajouter les frais des replantations à réaliser par la Ville de Montpellier, estimés à 186 000 € TTC, afin de respecter la charte de l'arbre, soit un total de 15 495 658 €.

Cette opération est éligible à une subvention de 1 276 100 € au titre du 1% paysage du déplacement de l'A9, portant sur la partie de l'enfouissement située en co-visibilité avec l'autoroute, suite à l'avis du Comité National 1% Paysage du 23 février 2018.

De plus, une offre de concours de la SCA du Mas de Verchant, selon une convention conclue le 28 septembre 2016, s'élève à 620 244 €, pour la partie du projet qui optimise le paysage de ce domaine.

Ainsi le solde à répartir entre la Métropole et la Ville de Montpellier est de 13 413 314 €.

Cette somme sera financée en large partie par le surplus de recettes induites par la valorisation des opérations d'aménagement du fait de l'optimisation de leurs plans de composition, à hauteur d'environ 12 900 000 €.

Une convention de reversement de la Ville de Montpellier à la Métropole est proposée, concernant les opérations d'aménagement sous compétence communale, pour reversement de la part des études et des travaux qui leur bénéficie directement, soit un montant de 6 568 000 €.

Parallèlement les opérations d'aménagement sous compétence de la Métropole participeront au financement de l'opération à hauteur de 5 702 000 €.

La Ville et la Métropole ont décidé de participer à part égale au solde à financer, 1 329 314 €, soit 664 657 € chacune. Cette somme inclut 186 000 € de replantations à réaliser sous maîtrise d'ouvrage de la Ville de Montpellier.

La durée des travaux prévisionnelle est d'environ deux ans, et il est proposé qu'ils soient réalisés par tronçons de juin 2018 à août 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de travaux avec RTE afin d'engager l'opération pour un montant de travaux prévisionnel de 17 022 230 €,
- approuver la demande de subvention 1% paysage pour un montant de 1 276 100 €,
- approuver la convention de reversement entre la Ville et la Métropole pour un montant prévisionnel correspondant à la participation des opérations d'aménagement communales, 6 568 000 €, et à la moitié du solde à financer, 664 657 €, soit un total de 7 232 657 €,
- dire que les crédits nécessaires sont prévus au budget de la Métropole, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-39622-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.